

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4391 VENDREDI 2 DECEMBRE 2022

ELECTIONS DE 2023

Félix Tshisekedi exhorte
les jeunes à s'engager
massivement

Au cours de l'échange citoyen qu'il a eu le 30 novembre au Palais du peuple avec les jeunes à l'initiative du Conseil national de la jeunesse, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, les a invités à participer massivement aux prochaines élections, non seulement comme électeurs, mais aussi et surtout en se présentant aux différents postes à pourvoir.

Tout en reconnaissant le faible taux d'investissement engagé jusque-là dans les secteurs de l'éducation et de l'emploi, il a préconisé la nécessité d'associer de plus en plus les jeunes dans la gouvernance du pays et de les responsabiliser dans son processus de développement.

Page 3



Félix Tshisekedi à la tribune face aux jeunes

AGRESSION RWANDAISE EN RDC

Martin Fayulu appelle le peuple congolais
à l'appropriation du combat de libération

Dans un message du 29 novembre à la nation congolaise, le président de l'Engagement pour la citoyenneté et le développement, Martin Fayulu Madidi, a appelé le peuple congolais à « sauver la nation en danger ».

Le leader de Lamuka, citant notamment le président rwandais, Paul Kagame, comme principal instigateur de la situation d'insécurité qui prévaut à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) pour concrétiser son ambition de balkanisation du pays, a invité les Congolais à s'unir comme un seul homme pour faire échec à cette aspiration.

Page 4



Martin Fayulu lors d'une manifestation de son parti à Kinshasa/DR

INFRASTRUCTURES

Lancement
de la sixième
édition d'Expo
Béton à Kinshasa

Le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a pris part, le 30 novembre, à la sixième édition du salon de réflexion sur la construction et les infrastructures dénommé « Expo Béton », en la salle de spectacle du Palais du peuple à Kinshasa.

Au cours de cette exposition, il a été préconisé notamment des projets d'action rapide pour reconstruire et moderniser la capitale. Il s'agit, entre autres, de promouvoir la santé et l'hygiène, d'atténuer les embouteillages, de mettre fin au monocentrisme pour élaborer le master plan KN36. D'ici à 2050, Kinshasa sera l'une des villes les plus peuplées du monde.

Page 3

MONDIAL 2022

Objectif qualification ce vendredi
pour le Cameroun et le Ghana

Assuré de disputer les huitièmes de finale, le Brésil (6 points), favori de la compétition, affronte le Cameroun (1 point) ce 2 décembre dans un match de la dernière chance. L'obligation pour les Lions indomptables est de s'imposer en escomptant un résultat favorable dans l'autre match du groupe, entre la Suisse (3 points) et la Serbie.

Avec trois points, le Ghana, qui a livré deux des plus belles rencontres de la compétition contre le Portugal (2-3) et la Corée du Sud (3-2), est en position très favorable. S'il bat l'Uruguay (un point), il tiendra sa qualification.

Page 11



Cela sera dur pour le Cameroun de Castelletto face au Brésil (Odd Andersen/AFP)

ÉDITORIAL

Desserte

Le projet de création de la compagnie communautaire Air Cémac, envisagé dans le cadre de la desserte par voie aérienne de la sous-région d’Afrique centrale, est, on le sait, au cœur des préoccupations des gouvernements des Etats membres (*). L’objectif vise à faciliter la mobilité des personnes et des biens à l’intérieur de cet espace. Un préalable indispensable au développement économique de la région.

L’aboutissement d’Air Cémac devrait faciliter la connectivité et le ralliement en peu de temps des six capitales par voie aérienne sans occasionner un détour improbable par l’Afrique de l’Ouest ou australe. Initiative prometteuse, ce projet tarde pourtant à se concrétiser pour des raisons qui s’apparentent à l’absence de cohérence de vues et peut-être au manque de moyens. Le rapprochement des peuples étant l’un des piliers de l’intégration, il est plus que temps de remettre le dossier de la compagnie communautaire sur la table des discussions.

Au-delà du secteur aérien qui peine à démarrer, des avancées ont cependant été enregistrées ces dix dernières années sur le plan routier avec la construction de corridors reliant aujourd’hui le Congo au Gabon et au Cameroun ; le Cameroun à la Centrafrique et au Gabon. Un véritable désir d’intégration qui tient à cœur des autorités congolaises déterminées à construire le corridor 13 conduisant à la frontière centrafricaine.

Considérée comme l’une des régions du continent les mieux loties en termes de ressources naturelles capables de booster son développement infrastructurel et une meilleure intégration, l’Afrique centrale dispose de beaucoup d’atouts dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine. Mais le danger serait de se laisser distancer.

(*) Cameroun-Centrafrique-Congo-Gabon-Guinée équatoriale-Tchad

Le Courier de Kinshasa

JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE SIDA

L’OMS appelle à combattre les inégalités contre la pandémie

Le 1^{er} décembre de chaque année, l’humanité commémore la Journée mondiale de lutte contre le sida. Pour l’édition 2022, le thème retenu est « Promouvoir l’égalité ».

L’Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé à l’occasion les dirigeants et les citoyens du monde entier à cerner et à combattre énergiquement les inégalités qui entravent les progrès dans l’élimination du sida. Elle leur recommande également de promouvoir l’égalité dans l’accès aux services essentiels de lutte contre le VIH, en particulier pour les enfants et la population, notamment les hommes ayant des rapports sexuels entre eux, des personnes transgenres, des consommateurs de drogues, des travailleurs du sexe et des prisonniers.

L’OMS rappelle, par ailleurs, que la riposte mondiale au VIH est en péril, alors même que cette maladie reste un problème majeur de santé publique qui touche des millions de personnes dans le monde. « Ces dernières années, aucun pro-



font partie des échecs qui ont permis au VIH de déclencher une crise sanitaire mondiale qui reste d’actualité.

Quarante millions des vies perdues

Pour sa part, la directrice exécutive de l’Onusida, Winnie

la riposte au sida et de nous engager à mettre fin au sida », a-t-elle préconisé.

Winnie Byanyima est d’avis que l’humanité peut mettre fin au sida si et seulement si elle lutte pour promouvoir l’égalité. « Premièrement, nous devons pousser pour l’égalité des femmes et des filles pour réduire leurs risques de VIH. Deuxièmement, nous devons pousser pour l’égalité en faveur des personnes marginalisées. Troisièmement, une inégalité qui me fend le cœur est celle qui touche les enfants vivant avec le VIH. Pour finir, et cet aspect est crucial, pour mettre fin au sida, nous devons lutter contre les inégalités en matière de ressources », a-t-elle préconisé.

Blandine Lusimana

« Aujourd’hui, souvenons-nous des plus de quarante millions de vies perdues à cause du sida. C’est aussi le moment de faire le point sur la riposte au sida et de nous engager à mettre fin au sida »,

grès n’a été enregistré vers la réalisation des objectifs de lutte contre le VIH et les ressources ont fondu, ce qui met des millions de vies en danger », alerte-t-elle, tout en précisant que les divisions, les disparités et le mépris des droits humains

Byanyima, reconnaît que quarante millions de personnes ont perdu leur vie à cause de cette pandémie. « Aujourd’hui, souvenons-nous des plus de quarante millions de vies perdues à cause du sida. C’est aussi le moment de faire le point sur

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l’Agence d’Information d’Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.com DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo RÉDACTIONS Direction des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion Grand reporter : Nestor N’Gampoula Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma	LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service) RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Chef d’agence : Victor Dosseh Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34 RÉDACTION DE KINSHASA Direction de l’Agence : Ange Pongault Chef d’agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali Coordonnateur : Alain Diasso Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa -RDC- /Tél. (+243) 015 166 200 SECRETARIAT DE REDACTION Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi PAO – MAQUETTE Chef de service PAO : Eudes Banzouzi Chef de service : Cyriaque Brice Zoba	Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff INTERNATIONAL Direction : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole ADMINISTRATION - FINANCES Direction : Ange Pongault Adjoint à la direction : Kiobi Abira Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL Direction : Guillaume Pigasse Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat LOGISTIQUE ET SECURITE Direction : Gérard Ebami Sala Adjoint : Elvy Bombete Coordonnateur : Rachyd Badila	Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS Direction : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé LIBRAIRIE LES MANGUIERS Responsable : Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO Responsable : Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma CENTRE DE REFLEXION SUR L’INTEGRATION REGIONALE Direction : Emmanuel Mbengué ADIAC Agence d’Information d’Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64 Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault
--	--	---	--

ELECTIONS DE 2023

Félix Tshisekedi exhorte les jeunes à s’engager massivement

Le président de la République démocratique du Congo a eu, le 30 novembre, au Palais du peuple à Kinshasa, une rencontre avec les jeunes, qualifiée de « Rendez-vous de paix et de l’unité nationale ».

La rencontre a été organisée par le Conseil national de la jeunesse avec pour seule motivation de mettre le président de la République face à la jeunesse, au cours d’un échange franc et sincère autour des enjeux de l’heure étroitement liés au sort des milliers de jeunes congolais éparpillés sur toute l’étendue du pays.

Trois instants de prise de parole dont celui du chef de l’État ont précédé le moment riche d’échange entre l’autorité suprême du pays et les jeunes qui étaient à l’honneur. C’est dans une salle surchauffée par les chants et slogans scandés par les jeunes dits « Forces du progrès » que le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a effectué son entrée, sous les ovations d’une jeunesse heureuse de communier avec le premier des Congolais.

Après l’exécution de l’hymne national, le président du Conseil national de la jeunesse, William Mukambila, a posé un diagnostic des problèmes de la jeunesse, relevant les efforts fournis par le chef de l’État dans divers secteurs de la vie nationale. Ce qui, d’après lui,

témoigne de sa volonté de voir les jeunes émerger et jouer un rôle moteur dans le développement du pays : les bus Transacademia, le Service national, la présence des jeunes dans divers services et à certains postes de responsabilité illustrent parfaitement la détermination du président de la République à faire bouger les lignes afin de redonner de l’espoir aux jeunes. Leur représentant a, entre autre, proposé au Parlement de légiférer sur l’instauration du service militaire obligatoire avant l’université.

Quant à Yves Bunkulu, ministre de la Jeunesse, Initiation à la nouvelle citoyenneté et Cohésion nationale, après avoir circonscrit le cadre de cette rencontre, il a énuméré quelques attentes des jeunes avant de faire des propositions concrètes pour la bonne évolution de son secteur.

Associer les jeunes dans la gouvernance

Le grand oral du jour a été l’adresse du père de la nation à l’endroit des jeunes. Relevant les circonstances qui coïncident avec la tenue de



Félix Tshisekedi à la tribune face aux jeunes

cet événement, c’est-à-dire l’agression infligée à la République démocratique du Congo par le Rwanda sous couvert du M23 qui continue de semer la terreur dans plusieurs localités du Nord-Kivu, Félix-Antoine Tshisekedi, avant toute chose, a demandé à l’assistance d’observer un moment de recueillement en mémoire des victimes de cette barbarie.

Rappelant les actions héroïques de la jeunesse congolaise tout au long de l’histoire politique du pays, il a reconnu qu’elle constitue un énorme potentiel pour le développement socio-économique de la

nation. S’il existe cependant un écueil de taille qui est venu freiner toutes les initiatives pro-jeunesse, c’est le faible taux d’investissement dans les secteurs de l’éducation et de l’emploi, a-t-il fait savoir.

Il a préconisé comme remède la nécessité d’associer la jeunesse à la gouvernance du pays et de la responsabiliser dans son processus de développement. Les récentes nominations de plusieurs jeunes dans les entreprises et autres administrations publiques ainsi que dans la territoriale sont un signe qui ne trompe pas. Elles traduisent la volonté du

président de la République de préparer la relève dans la gestion de la res publica en misant sur les compétences juvéniles.

Après avoir invité les jeunes à participer massivement aux prochaines élections non seulement comme électeurs mais aussi et surtout en se présentant aux différents postes à pourvoir, le chef de l’État a relevé deux défis auxquels est confrontée la jeunesse congolaise. Il s’agit de l’éradication du fléau de la haine et du tribalisme ainsi que celui de l’émergence d’une jeunesse résiliente et engagée, qui participe au développement du pays à travers les différentes activités incluant, entre autres, l’entrepreneuriat, l’innovation, l’accroissement du civisme, les valeurs citoyennes et la promotion de la bonne gouvernance.

S’en est suivi un échange au cours duquel le garant la nation a répondu aux préoccupations de certaines catégories de jeunes, telles que les entrepreneurs, les étudiants, la société civile et ce, à la grande satisfaction de tous.

Alain Diasso

INFRASTRUCTURES

Lancement de la sixième édition d’Expo Béton à Kinshasa

Le chef de l’État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a pris part, le 30 novembre, à la sixième édition du salon de réflexion sur la construction et les infrastructures dénommé « Expo Béton », en la salle de spectacle du Palais du peuple, à Kinshasa.

Organisée par les sénateurs de la ville de Kinshasa du 30 novembre au 3 décembre, la sixième édition d’Expo Béton se penche essentiellement sur le salon de la construction et des infrastructures en République démocratique du Congo avec pour thème « Cinq piliers pour rebâtir Kinshasa horizon 2036 vus par les sénateurs de la ville de Kinshasa ».

L’objectif est d’achever les réflexions entamées lors de la précédente édition sur le statut de Kinshasa comme province et pas seulement comme ville et de poursuivre ces mêmes réflexions sur sa politique de modernisation. Le choix de cette sixième thématique tire son origine du constat fait par les sénateurs de la ville-province de Kinshasa du 15 décembre 2020 au 15 mars 2021. « Dix projets pour rebâtir Kinshasa », telle a été la thématique développée lors de la cinquième édition regroupée en cinq piliers, à savoir l’administration, l’éducation et le tourisme, le transport, l’aménagement urbain et infrastructures, le financement.



Félix Tshisekedi au lancement de l’Expo Béton

Prenant la parole en premier, le président d’Expo Béton, Jean Bamanisa, a expliqué le choix opéré pour chacun des cinq piliers retenus pour cette édition. Il a attiré l’attention des décideurs sur le fait que d’ici à 2050, Kinshasa sera l’une des villes les plus peuplées du monde. Il a sollicité l’appui du gouvernement central pour la réalisation de leurs objectifs.

A son tour, le gouverneur de

la ville, Gentiny Ngobila, a tout d’abord salué la présence du chef de l’État à ce rendez-vous, avant de rappeler le thème retenu pour cette sixième édition qui consiste à la reconstruction et à la modernisation de Kinshasa. Il a cependant déploré le fait que cette ville, avec sa superficie de 9 965 Km², ne puisse disposer de plus de réserve foncière ; toutes les terres étant vendues aux privés.

Le sénateur Didier Mumengi, en sa qualité de président du caucus des sénateurs de Kinshasa, a aussi loué la présence du chef de l’État à ce forum, la percevant comme le symbole de la concrétisation de ses promesses : « Offrir aux Congolais et Congolaises le territoire où il fait bon vivre », tel que stipulé dans le programme de 145 territoires. Il a préconisé des projets d’action rapide pour

reconstruire et moderniser la capitale, à savoir promouvoir la santé et l’hygiène, atténuer les embouteillages, mettre fin au monocentrisme et conclure technique urbain pour élaborer le master plan KN36.

Le président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, s’est, quant à lui, réjoui de cette sixième édition qui regroupe les différentes parties prenantes, parmi lesquelles les sénateurs, les chefs des institutions, les opérateurs économiques, etc., pour l’émergence de la capitale. Il a apprécié la perspective de faire redorer la ville de Kinshasa dans son prestige d’antan à travers un « master plan » qu’il a qualifié d’élément capital pour urbaniser la capitale congolaise.

Rappelons que l’édition précédente avait débattu autour du thème « Kinshasa horizon 2050 : trois pôles - quatre villes pour la province de Kinshasa, une réponse à sa gestion ». Elle avait pour objectif de favoriser une gestion de proximité entre gouvernants et gouvernés.

A.D.

AGRESSION RWANDAISE EN RDC

Martin Fayulu appelle à l'appropriation du combat de libération du pays

Dans un message du 29 novembre à la nation congolaise, le président de l'Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) et l'un des leaders de la coalition Lamuka, Martin Fayulu Madidi, a appelé le peuple congolais à « sauver la nation en danger ».

Martin Fayulu Madidi, citant nommément le président rwandais, Paul Kagame, comme l'instigateur de la guerre que mène le mouvement terroriste M23 à la République démocratique du Congo (RDC) « pour concrétiser son ambition de balkanisation du pays » a appelé le peuple congolais à s'unir comme un seul homme pour faire échec à cette aspiration. Il a regretté l'issue du mini-sommet de Luanda, jugeant inacceptable que la RDC perde sa souveraineté.

Pour le président de l'Ecidé, le communiqué signé à l'issue de cette rencontre et les propos tenus le 28 novembre, à Nairobi, par le président burundais, constituent des preuves de la capitulation de la RDC. « Les engagements pris à Luanda permettent aux Rwandais du M23, d'une part, de se replier sur nos villages situés au pied du Mont Sabinyo, dans le parc de Virunga, et, d'autre part, aux troupes de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi et du Kenya de s'installer définitivement dans les zones jadis occupées par le M23, sous le label des forces de la Communauté d'Afrique de l'Est », dé-



Martin Fayulu lors d'une manifestation de son parti à KinshasaDR

nonce-t-il. Il a indiqué que cela veut tout simplement dire que la RDC va désormais perdre sa souveraineté sur l'ensemble du territoire de Rutshuru, sur une partie de Nyiragongo et sur une autre de Masisi. « C'est inacceptable ! », s'est-il écrié.

Le silence coupable de la communauté internationale
Pour Martin Fayulu, lorsque le secrétaire général des Nations unies avait soutenu, en marge de l'Assemblée générale de cette institution, que le M23 possédait des armes plus sophistiquées

que la Mission onusienne dans le pays et que ces dits équipements « venaient de quelque part et non de la forêt », cela se comprend bien qu'il avait évité de nommer le Rwanda. Dans l'entre-temps, il a déploré que le rapport des experts des Nations unies, qui a clairement désigné le Rwanda comme agresseur de la RDC, ne soit toujours pas soumis à l'examen du Conseil de sécurité. « Pourtant, l'agression de la RDC par le Rwanda et l'Ouganda est un problème sérieux que les Nations unies,

l'Union africaine et tous les partenaires de la RDC, épris de paix et de justice, devraient traiter avec diligence pour arrêter les velléités hégémoniques de M. Kagame et mettre fin aux souffrances énormes qu'endure la population congolaise affectée directement par cette guerre injuste », a souligné le leader de Lamuka.

Face à ce silence, il en appelle aux pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies pour se rappeler de plus de 10 millions des morts congolais depuis 1993, de 6 millions des déplacés internes, de 27 millions des Congolais qui ont besoin d'une assistance humanitaire et de 5 millions d'enfants de moins de 5 ans qui souffrent de la malnutrition. « Votre conscience et votre humanité doivent se sentir interpellées », a-t-il dit.

Se prendre en charge
Se tournant du côté du peuple congolais, le président de l'Ecidé a indiqué qu'il a le devoir, s'appuyant sur l'article 63 de la Constitution, de défendre l'intégrité du territoire du pays et donc, de refuser qu'une portion de celui-ci soit sous contrôle des forces étrangères de la

Communauté d'Afrique de l'Est. Car, a-t-il fait savoir, aucun centimètre carré du territoire ne peut échapper au contrôle et à la sécurité, ne peut être sous-traité à quelques milliers de militaires kényans, burundais et ougandais en coopération avec les renseignements militaires rwandais. « Nous devons refuser cette énième humiliation. Le temps de l'auto-prise en charge patriotique est arrivé », a insisté Martin Fayulu.

Dans cet élan de l'auto-prise en charge, le président de l'Ecidé a conseillé aux artistes et musiciens de la diaspora de faire connaître au monde entier la souffrance qu'endurent leurs frères, sœurs et parents vivant au pays. Aux jeunes congolais des vingt-six provinces, le leader de Lamuka recommande de dénoncer l'agression du pays par le Rwanda au travers des manifestations grandioses, en exigeant le départ du Congo des éléments du M23 et des troupes de la Communauté d'Afrique de l'Est. Il exhorte les Forces armées de la RDC à défendre avec bravoure et patriotisme l'intégrité du pays.

Lucien Dianzenza

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv

G20/ADHÉSION DE L’UA

Vers la refonte de la gouvernance mondiale

La 17^e édition du sommet du G20 qui s’est tenue à Bali en Indonésie s’est terminée par une note d’espoir pour l’Afrique.

Le G20 va examiner, lors de la session 2023, en Inde, l’adhésion de l’Union africaine (UA) en qualité de membre permanent, avait annoncé le président sénégalais, Macky Sall, également président en exercice de l’Union africaine, argumentant que « *l’Afrique est la 8^e puissance économique par son PIB, possède plus de 60% des terres arables avec*

une population estimée à près de 2.5 milliards d’ici à 2050 ». L’Afrique, continent des extrêmes avec à la fois d’importantes potentialités naturelles et un retard criard d’industrialisation et de grandes vulnérabilités sécuritaires et alimentaires, son entrée dans le cercle du G20 augure de perspectives heureuses, à en croire certains experts contactés. « *L’Afrique sera désormais à la table des négociations et pourra ainsi participer en amont à l’élaboration de l’agenda du Groupe. Elle aura la possibilité d’exercer une plus grande influence sur le contenu de cet agenda* », a expliqué Demba Moussa Dembélé, président de l’« *Africaine de recherche et de coopération pour l’appui au développement endogène* ». Avant d’ajouter : « *Cette entrée pourrait ouvrir la porte à une meilleure représentation des pays du Sud dans les instances mondiales ; ce*

qui leur permettrait ainsi d’avoir une plus grande influence dans l’orientation des politiques internationales », assurant que cette adhésion est une occasion pour l’Afrique d’être son propre porte-parole pour exposer et défendre ses préoccupations. Il pense que l’Afrique sera en meilleure position pour essayer d’infléchir les politiques de certains membres du G20 à son égard. Malgré que cette entrée, à elle seule, soit insuffisante pour permettre au continent d’avoir « *tout de suite un poids très important* » dans la gouvernance mondiale, elle est un pas de plus dans cette voie, a opiné Gilles Yabi, fondateur du Think tank citoyen de l’Afrique de l’ouest. Avant d’expliquer que pour peser sur la gouvernance mondiale, il faut être présent dans les instances, les lieux et les moments de discussion de cette gouvernance et des questions les plus importantes sur les plans économique, stratégique et géopolitique. Ce qui va, selon lui, dans le sens d’une implication de plus en plus importante du continent

dans les instances les plus importantes et les plus influentes au niveau de la gouvernance mondiale. « *L’admission de l’Afrique au G20 pourrait aider à une meilleure prise de conscience des réalités du continent par les autres membres du G20. Ainsi, l’Afrique pourrait-elle avoir une oreille plus attentive à ses problèmes et défis* », a souligné Demba Moussa Dembélé, y entrevoyant une meilleure prise en compte des inégalités

dans le monde et des défis auxquels est confronté la planète. Il attend un consensus sur les questions stratégiques et une unification des positions des 54 pays sur les questions importantes. Il appelle à un rééquilibrage dans la gouvernance mondiale, qui pourrait faire de l’Afrique le meilleur défenseur des préoccupations du Sud global. Il s’est projeté dans ce qui serait le parachèvement du processus de reconnaissance de l’Afrique sur la sphère internationale, à savoir un statut de membre permanent au conseil de sécurité des nations unies : « *Le jour où l’Afrique obtiendra gain de cause sur cette revendication fondamentale, ce serait un développement géopolitique majeur qui donnera au continent africain un poids décisif sur l’échiquier international et lui fera jouer un rôle de premier plan dans les affaires mondiales concédant, toutefois, que ceci* » n’est pas pour demain ». Une place de l’UA au sein du G20 est un jalon qui vaut son pesant d’or.

Noël Ndong

« **L’Afrique sera désormais à la table des négociations et pourra ainsi participer en amont à l’élaboration de l’agenda du Groupe. Elle aura la possibilité d’exercer une plus grande influence sur le contenu de cet agenda** »

« **Le jour où l’Afrique obtiendra gain de cause sur cette revendication fondamentale, ce serait un développement géopolitique majeur qui donnera au continent africain un poids décisif sur l’échiquier international et lui fera jouer un rôle de premier plan dans les affaires mondiales concédant, toutefois, que ceci « n’est pas pour demain »** »

YANGO CONTRIBUE À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE AVEC LE LANCEMENT D’UNE NOUVELLE TECHNOLOGIE.

Yango, un service international de VTC, lance aujourd’hui en République du Congo, une nouvelle technologie de sécurité dans son application, avec une possibilité de surveillance de la conduite du Chauffeur grâce au nouvel algorithme intégré à l’application.

Yango regroupe les commentaires des utilisateurs sur les trajets en temps réel de façon progressive. Les utilisateurs doivent informer régulièrement sur la conduite dangereuse d’un chauffeur, car cela est considéré comme une violation des règles et principes de Yango et à cet effet, le conducteur reçoit une notification d’avertissement dans son application de conducteur à ce sujet. Si la conduite de ce dernier ne change pas après plusieurs notifications, l’algorithme réduit l’accès du conducteur à l’application Yango. Ainsi, la nouvelle technologie utilisée par Yango, aide à avertir les services d’assistance des manœuvres dangereuses des chauffeurs qui travaillent en collaboration avec eux.

« Nous investissons constamment dans nos propres technologies de sécurité pour contribuer à la sécurité des villes. Aujourd’hui, nous sommes heureux de déployer cette fonctionnalité en République du Congo. Nous nous engageons à apporter davantage de sécurité à travers nos technologies. Ses nouvelles technologies ont déjà prouvé leur efficacité dans d’autres pays ».

L’application Yango dispose déjà d’un certain nombre de fonctions qui augmentent le niveau de sécurité de tous les passagers. Par exemple, l’onglet sécurité de l’application permet aux utilisateurs de partager leur itinéraire avec des contacts de confiance afin qu’ils suivent l’itinéraire, signaler les effets personnels laissés dans un véhicule, contacter le service client si le conducteur a enfreint les règles de circulation, etc... De plus, avec chaque commande, les utilisateurs peuvent voir le numéro

de plaque d’immatriculation et le nom d’un conducteur partenaire qui à valider la prise en charge.

À propos de Yango

Yango est un service international en ligne pour commander des taxis. Il opère déjà dans plus de 20 pays d’Europe, d’Asie centrale, d’Afrique et du Moyen-Orient. Contrairement à d’autres services de covoiturage, l’application Yango utilise sa propre cartographie, son routage et sa navigation, ainsi qu’une distribution intelligente des commandes.



Compte rendu du Conseil des ministres du mercredi 30 novembre 2022

Le Conseil des ministres s’est réuni ce mercredi 30 novembre 2022 au Palais du peuple, sous la très haute autorité de son excellence, M. Denis Sassou N’Guesso, président de la République, chef de l’Etat. Sept affaires étaient inscrites à son ordre du jour, à savoir :

1. Un projet de loi et un projet de décret au titre du ministère de la Promotion de la femme, de l’intégration de la femme au développement et de l’Economie informelle ;
2. Deux projets de décret au titre du Ministère des Hydrocarbures ;
3. Un projet de décret au titre du ministère des Postes, des Télécommunications et de l’Economie numérique ;
4. Deux communications aux titres respectifs du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale et du ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l’Action humanitaire.

I/- Ministère de la Promotion de la femme, de l’Intégration de la femme au développement et de l’Economie informelle

Invitée par le président de la République à prendre la parole, Mme Inès Nefer Bertille Ingani, ministre de la Promotion de la femme, de l’Intégration de la femme au développement et de l’Economie informelle, a soumis à l’examen des membres du Conseil des ministres un projet de loi portant création du Centre Mouébara pour l’accueil et la réhabilitation des femmes et filles victimes de violences.

Rappelant que la loi n° 19-2022 du 4 mai 2022 portant lutte contre les violences faites aux femmes en République du Congo, dite loi Mouébara, prévoit en son article 30 que l’Etat doit favoriser la création d’espaces de conseil et de centres d’assistance clinique, psychologique, sociale et juridique pour prévenir les violences et porter assistance aux victimes, la ministre Ingani a indiqué aux membres du Conseil des ministres que le projet de création d’un centre d’accueil et de réhabilitation des femmes et filles victimes de violences a pour objectif de réitérer la volonté politique des pouvoirs publics de leur porter une assistance multiforme.

Également fruit de la mise en œuvre des engagements internationaux auxquels le Congo a de tout temps souscrit, le Centre Mouébara pour l’accueil et la réhabilitation des femmes et filles victimes de violences sera constitué sous forme d’établissement public administratif dont la gestion sera adaptée aux réalités de terrain. Pour son bon fonctionnement, le Centre regroupera ainsi, dans un même lieu, un ensemble de services médicaux, sociaux, administratifs et juridiques animés par des spécialistes, notamment psychologues, juristes, travailleurs sociaux et médecins.

Après examen et discussion, le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi portant création du Centre Mouébara pour l’accueil et la réhabilitation des femmes et filles victimes de violences. Il sera transmis au Parlement pour examen et adoption.

Poursuivant son propos, la ministre Ingani a soumis à l’examen et adoption du Conseil des ministres un projet de décret portant approbation du plan d’action national de mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, paix et sécurité en République du Congo. A cet égard, il faut noter que la résolution des Nations unies susvisée, adoptée en 2000, impose aux parties à un conflit de respecter les droits des femmes et de soutenir leur participation aux négociations de paix et à la reconstruction post-conflit.

En 2018, notre pays qui a, hélas, connu dans son histoire politique récente des soubresauts violents, a élaboré un plan d’action national de mise en œuvre de cette résolution. Fruit d’une démarche multisectorielle et concertée, résultat de la tenue d’un atelier dédié, l’élaboration de ce plan d’action a impliqué des experts issus de départements ministériels concernés par la problématique, mais

également les agences du système des Nations unies, l’Union africaine, la CEEAC, l’Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la société civile nationale.

Cette démarche de concertation et de réflexion, poursuivie dans le cadre d’une réunion des ministres en charge de la promotion de la femme, a connu son point culminant avec l’adoption par la 20e Conférence ordinaire des chefs d’Etat et de gouvernement de la CEEAC tenue à Kintélé le 19 janvier 2022 sous la présidence de son excellence M. Denis Sassou N’Guesso, président de la République, chef de l’Etat et président en exercice de la CEEAC.

C’est au terme de ce processus que le Conseil des ministres a été invité ce jour à approuver le plan d’action national objet du projet de décret.

Après examen et discussion, le Conseil des ministres a adopté le projet de décret portant approbation du plan d’action national de mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les Femmes, Paix et Sécurité en République du Congo.

II/- Ministère des Hydrocarbures

Invité à son tour par le président de la République à prendre la parole, M. Bruno Jean Richard Itoua, ministre des Hydrocarbures, a soumis à l’examen du Conseil des ministres deux projets de décret, dont le premier porte attribution à la société nationale des pétroles du Congo d’un permis d’exploitation d’hydrocarbures liquides et gazeux dit « permis Boatou ».

Le Congo, soucieux de la mise en valeur de son domaine minier d’hydrocarbures liquides et gazeux, a organisé en 2016-2017 des sessions d’appels d’offres de permis situés en zones off-shore et onshore. La société Perenco a été retenue pour le bloc Marine XXVII, donnant lieu à l’octroi d’un permis d’exploitation d’hydrocarbures liquides ou gazeux, dit Marine XXVII attribué par décret du 26 décembre 2018 pour une durée exceptionnelle de deux ans non renouvelables à la société nationale des pétroles du Congo (SNPC). Perenco Congo a été désignée opérateur du permis d’exploitation, processus sanctionné par la signature d’un contrat de partage de production signé en juin 2019 entre le Congo, la SNPC et Petro Congo.

En 2020, la SNPC a fait une demande de permis d’exploitation d’hydrocarbures liquides, dit « permis Boatou », pour une durée de vingt années, avec une prorogation possible de cinq années.

Issu du permis d’exploration Marine XXVII, ce permis a une superficie de 109,7 km² et est situé dans une profondeur d’eau de 110 m. Les accumulations et réserves sont estimées, pour les premières, de 32 à 80 millions de barils et, pour les secondes, de 2,8 à 14,9 millions de barils. Enfin, les membres du contracteur, c’est-à-dire le groupement des compagnies intéressées, à savoir Perenco Congo (opérateur, avec 75%), la SNPC (titulaire avec 15%), AOGC (5%) et Petro Congo (5%) devront payer, à l’exception de la SNPC, un bonus d’attribution à définir.

Après examen et discussion, le Conseil des ministres a entériné le projet de décret portant attribution à la SNPC d’un permis d’exploitation d’hydrocarbures liquides et gazeux dit « permis Boatou ».

Le ministre Itoua a ensuite soumis à l’examen du Conseil des ministres un projet de décret portant classement du terminal pétrolier de Djeno dans le domaine public de l’Etat.

Ce terminal d’une importance stratégique pour notre pays, puisqu’il

permet de convoier près de 95% de notre production pétrolière, a connu de nombreuses évolutions. En 1970, le Congo avait attribué à la société ELF Congo une concession d'exploitation d'hydrocarbures dite « Concession Emeraude », pour une durée de 50 ans. En 1972, ELF a été autorisée à ouvrir sur site un dépôt aérien d'hydrocarbures destiné au stockage. En 1973, ELF et Agip ont construit le terminal pétrolier sous sa forme actuelle. Le régime d'exploitation du terminal a pris fin le 17 novembre 2020, conformément aux dispositions légales du code minier, transférant la propriété du terminal à notre pays. Par un accord du 2 décembre 2020, le Congo a décidé, en attendant la définition d'un nouveau cadre de gestion du terminal, d'en confier l'exploitation à une association composée de la SNPC, TotalEnergies EP Congo (par ailleurs maintenu comme opérateur), ENI Congo et Perenco Congo.

C'est dans ce cadre formel que le décret soumis à l'examen du Conseil, entérine le transfert du terminal pétrolier dans le domaine public de l'Etat.

Après examen et discussion, le Conseil des ministres a adopté le projet de décret portant classement du terminal pétrolier de Djeno dans le domaine public de l'Etat.

III/- Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique

Invité par le président de la République à prendre la parole, M. Léon Juste Ibombo, ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, a soumis à l'examen des membres du Conseil des ministres un projet de décret portant approbation des statuts de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (Anssi).

Créée par la loi n°30-2019 du 10 octobre 2019, l'Anssi est chargée d'assurer, pour le compte de l'Etat, le contrôle et le suivi des activités liées à la sécurité des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information, ainsi que le suivi des activités liées à la cryptologie réalisées par les organismes publics et privés présents sur le territoire national.

L'Anssi est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion. Elle est placée sous la tutelle de la présidence de la République.

Après examen et discussion, le Conseil des ministres a adopté le projet de décret portant approbation des statuts de l'Anssi.

IV/- Communications

Enfin, le Conseil des ministres a suivi deux communications.

La première communication, relative à l'opération d'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat et des enseignants volontaires et communautaires du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation a été présentée par M. Firmin Ayessa, ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale.

Le ministre d'Etat Ayessa a d'emblée rappelé aux membres du Conseil des ministres que la question de la maîtrise des effectifs de la fonction publique est une préoccupation constante des pouvoirs publics. Les opérations manuelles de recensement des agents civils de l'Etat n'ont pas permis, depuis près de quarante ans, de constituer une base de données fiable des effectifs de la fonction publique. Un recensement physique a été réalisé entre 2016 et 2019, permettant de dénombrer 64 157 agents civils de l'Etat. Ces résultats, approuvés par un décret du 26 décembre 2018, ont pour suite logique la nécessité de lancer un enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat, afin de consolider les résultats du recensement physique de 2016.

Cette opération, qui s'appuie notamment sur le numéro d'identification unique détenu en principe par chaque Congolaise et Congo-

lais, permettra notamment de disposer d'une base de données fiable ; de résoudre le problème épineux de la maîtrise des effectifs et de la masse salariale de la fonction publique ; de faciliter le processus tant attendu de l'automatisation de la mise à la retraite ; de maîtriser les effectifs des enseignants volontaires et communautaires.

La première phase de l'enrôlement, qui concerne le département de Brazzaville, sera lancée le 9 décembre 2022 par le Premier ministre, chef du gouvernement, et se poursuivra jusqu'au 27 janvier 2023.

Après avoir suivi avec attention cette communication, les membres du Conseil des ministres ont entériné le processus engagé et ont invité les ministres compétents à tenir l'instance régulièrement informée.

La seconde communication concernait le ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire. Elle a été relative à l'état de catastrophe naturelle engendré par les pluies et l'afflux des réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo (RDC).

Elle a été présentée par M. Gilbert Mokoki, ministre de la Santé et de la Population, en lieu et place de Mme Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa, ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, en mission.

Des pluies diluviennes et des vents violents ont touché notre pays au cours des mois de septembre et d'octobre 2022, notamment dans quatre départements, à savoir la Likouala, la Sangha, le Kouilou et la Lékoumou.

Un recensement des personnes sinistrées fourni par les services déconcentrés du ministère de l'Action humanitaire, renseigne que ces intempéries ont sinistré près de 130 000 personnes, dont 83 866 pour le seul département de la Likouala (qui fait face à de graves inondations consécutives à ces pluies) et 35 673 pour celui des Plateaux.

Ces intempéries accompagnées d'inondations, phénomènes hélas également subis dans certains quartiers de Brazzaville et de Pointe-Noire, engendrent des risques de dysfonctionnement des structures sanitaires et la survenance de maladies d'origine hydrique.

Face à ces calamités dont il s'est désolé, le Conseil des ministres a décidé ce jour, sur instructions de son excellence monsieur le président de la République, le déblocage immédiat d'une aide d'urgence d'un milliard de frs CFA, qui permettra de soulager la population sinistrée.

Le Conseil des ministres constate également, pour le déplorer, qu'une grande partie de ces phénomènes climatiques est, hélas, amplifiée par l'occupation souvent anarchique de certaines terres.

Sur ce point, le Conseil a instruit les ministres compétents, sous l'autorité du Premier ministre, chef du gouvernement, de mener toutes les réflexions nécessaires afin que ces phénomènes, relevant souvent de l'incivisme, puissent connaître un correctif.

Plus rien n'étant inscrit à l'ordre du jour, le président de la République a clos la réunion et levé la séance.

Commencée à 10h00, la réunion du Conseil des ministres a pris fin à 12h45.

Fait à Brazzaville, le 30 novembre 2022

**Le ministre de la Communication et des Médias,
porte-parole du gouvernement,
Thierry Lézin MOUNGALLA**

CLIMAT ET GUERRE EN UKRAINE

L'ONU lance un appel de fonds de 51,5 milliards de dollars

L'Organisation des nations unies (ONU) a lancé le 1er décembre un appel de fonds record pour 2023 face aux besoins humanitaires qui s'envolent, portés par le conflit en Ukraine et les effets du changement climatique, tels que les risques de famine en Afrique.

Les agences humanitaires des Nations unies auront besoin de 49,6 milliards d'euros l'an prochain, soit une hausse de 25 %. Ces fonds leur permettront de financer leurs programmes pour venir en aide à 230 millions de personnes parmi les plus vulnérables dans soixante-huit pays. « *L'année prochaine sera donc le plus vaste programme humanitaire* » jamais lancé au niveau mondial, a déclaré le chef de l'agence humanitaire de l'ONU, Martin Griffith.

L'ONU ne vient toutefois pas en aide à toutes les personnes dans le besoin. Au total 339 millions de personnes dans le monde devraient avoir besoin d'une aide d'urgence l'an prochain, contre 274 millions en 2022. 339 millions de personnes..., « *c'est un chiffre*

énorme et déprimant », a déploré Martin Griffiths. Il a également souligné que les besoins humanitaires, qui ont connu un « pic » suite à la pandémie de covid-19, n'ont malheureusement pas diminué.

« Des sécheresses et des inondations meurtrières font des ravages du Pakistan à la Corne de l'Afrique. La guerre en Ukraine a transformé une partie de l'Europe en champ de bataille. Plus de 100 millions de personnes sont déplacées dans le monde. Et tout cela en plus de la dévastation que la pandémie a entraînée chez les plus pauvres dans le monde »

« *Des sécheresses et des inondations meurtrières font des ravages du Pakistan à la Corne de l'Afrique. La guerre en Ukraine a transformé une partie de l'Europe en champ de bataille. Plus de 100 millions de personnes sont déplacées dans le monde.*

Et tout cela en plus de la dévastation que la pandémie a entraînée chez les plus pauvres dans le monde », a déclaré Martin Griffiths.

L'appel de fonds lancé par

de mourir de faim.

Cinq pays connaissent déjà des conditions proches de la famine : l'Afghanistan, l'Éthiopie, Haïti, la Somalie et le Soudan du Sud. La santé publique est elle

démies de choléra à travers le monde.

Tout cela dans un contexte de changement climatique, qui ne fait qu'accroître les risques et les vulnérabilités, en particulier dans les pays pauvres. D'ici à la fin du siècle, la chaleur extrême pourrait faire autant de victimes que le cancer, selon l'ONU.

Si la générosité des donateurs ne permet pas de compenser la rapide croissance des besoins, Martin Griffiths espère que « *2023 sera l'année de la solidarité, après une année 2022 de souffrances* ». Car selon l'ONU, le déficit de financement n'a jamais été aussi important et oblige les organisations humanitaires à faire le triste choix de cibler les personnes qui pourront bénéficier d'une aide.

Yvette Reine Nzaba

CHINE

Décès de l'ancien président Jiang Zemin

L'ex-président chinois, Jiang Zemin, est décédé le 30 novembre à Shanghai, à l'âge de 96 ans, des suites d'une leucémie et d'une défaillance de plusieurs organes, a annoncé l'agence d'État «Chine nouvelle».

Selon «Chine nouvelle», la mort de Jiang Zemin a été annoncée dans une lettre des autorités chinoises exprimant une « profonde tristesse », adressée à l'ensemble du Parti communiste chinois, à l'armée et au peuple.

Arrivé au pouvoir au lendemain de la répression des manifestations de la place Tiananmen, à Pékin, Jiang Zemin avait accompagné la transformation de la nation la plus peuplée du monde en une puissance mondiale, qu'il avait dirigée jusqu'au début des années 2000.

À Moscou, le Kremlin a salué un « ami sincère » de la Russie, « un homme d'État exceptionnel » qui a amené les relations entre les deux pays « *au niveau d'un partenariat de confiance et d'interaction stratégique* ».

Le secrétaire général de l'Organisation des nations unies, Antonio Guterres, a qualifié Jiang Zemin de « *défenseur inébranlable de l'engagement international* » de son pays, et a loué ses qualités de « *chaleur humaine et ouverture d'esprit* ».

L'annonce de son décès arrive alors qu'une vague de manifestations secoue plusieurs villes de Chine ces derniers jours, rappelant la mobilisation pro-démocratie de 1989 qui avait été réprimée dans le sang à Pékin. « *Pendant les graves troubles politiques qui ont secoué la Chine au printemps et à l'été 1989, le camarade Jiang Zemin a soutenu et appliqué la décision correcte du Comité central du parti pour s'opposer aux troubles, défendre le pouvoir d'État socialiste et sauvegarder les intérêts fondamentaux du peuple* », selon la télévision d'État CCTV.

Les drapeaux seront en berne sur les bâtiments du Parti communiste et du gouvernement, a indiqué la même source.

Le décès de Jiang Zemin survient alors que les autorités chinoises sont confrontées depuis plusieurs jours aux manifestations contre les restrictions sanitaires anti-covid 19 et pour davantage de libertés politiques.

Y.R.NZ.

BURKINA FASO

L'UE va livrer entre 400 et 800 tonnes de fournitures essentielles

La livraison se fera à travers un pont aérien humanitaire sur une période de trois mois, a indiqué un communiqué de l'Union européenne (UE).

En visite au Burkina Faso, la semaine dernière, le commissaire européen en charge des crises, Janez Lenarčič, a lancé une opération de pont aérien humanitaire, afin de livrer entre 400 et 800 tonnes de fournitures essentielles sur trois mois pour apporter une assistance à la population vulnérable. Selon la même source, citant les Nations unies, actuellement jusqu'à un million de personnes vivent dans des zones sous blocus au Burkina Faso. «*Certaines zones n'ont pas reçu de vivres depuis plusieurs mois. Les stocks de nourriture et d'autres articles sont complètement épuisés, ce qui entraîne la fermeture des marchés* », a indiqué l'UE. Le commissaire européen a déclaré que la situation humanitaire au Burkina Faso était plus que dramatique. «Des centaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes manquent de nourriture et d'autres biens de première nécessité. Une grande partie de ces souffrances est due au blocus de leurs villages. Pour sauver des vies et éviter que la situation ne s'aggrave, nous organisons une série de vols d'aide humanitaire, visant à apporter une aide d'urgence dans ces zones difficiles d'accès. L'Union européenne reste déterminée à soutenir la population burkinabè », a-t-

il dit. Janez Lenarčič a ajouté: «*Notre budget d'aide humanitaire pour le pays a plus que doublé depuis le début de l'année*» et «*compte tenu de la détérioration de la situation humanitaire, nous venons de débloquer 2,5 millions d'euros supplémentaires pour répondre rapidement aux besoins d'abris des populations nouvellement déplacées et pour la fourniture d'articles de première nécessité* ».

En 2022, la Commission européenne a alloué 49,9 millions d'euros d'aide humanitaire au Burkina Faso, pour faire face à la crise alimentaire mondiale. Avec le financement supplémentaire de 2,5 millions d'euros annoncé, l'aide humanitaire totale de l'UE dans ce pays pour 2022 atteindra plus de 52 millions d'euros au total. Pendant la période de soudure, on estime que 3,45 millions de personnes auront besoin d'une aide alimentaire d'urgence, dont 630 000 en état de pré-famine au Burkina Faso. Cette aide humanitaire de l'UE se concentre principalement sur l'aide alimentaire, la santé, la nutrition, la protection, les abris d'urgence, l'accès à l'eau et à l'assainissement ainsi que la protection des personnes dans le besoin.

Noël Ndong

COOPÉRATION ANTIDJIHADISTE

Des partenaires européens apportent leur soutien à des Etats ouest-africains

Dans le but d’accroître leur coopération dans la lutte contre la propagation des violences djihadistes du Sahel vers les côtes du golfe de Guinée, sept pays d’Afrique de l’Ouest et des partenaires européens vont matérialiser les décisions prises depuis cinq ans dans le cadre de l’Initiative d’Accra. Une démarche qui vise à intensifier les efforts régionaux pour faire face à la menace croissante de cette barbarie qui gangrène le Mali, le Burkina Faso et le Niger, et pourrait s’étendre aux pays côtiers.

Ces derniers mois, l’Initiative d’Accra lancée en 2017 a pris une plus grande importance du fait de la multiplication des attaques au Bénin et au Togo. Cela s’est avéré nécessaire à la suite d’un intérêt croissant des partenaires occidentaux qui cherchent à redéfinir leur stratégie dans la région, au moment où les relations se sont largement dégradées avec la junte malienne, désormais proche de la Russie. Une opportunité qui a poussé les présidents du Bénin, du Togo, du Ghana, de la Côte d’Ivoire et du Burkina Faso, ainsi que des dirigeants du Niger et du Mali, à se retrouver la semaine dernière dans la capitale ghanéenne avec des représentants de l’Union européenne, de la Grande-Bretagne et de la France pour étudier les modalités de renforcement de la coopération antidjihadiste.

Les partenaires européens ont, à cette occasion, pris des « engagements » drastiques visant à apporter un appui multiforme à l’Initiative d’Accra, ce qui a été

fortement salué par les pays ouest-africains. Cela dit parce que selon un communiqué, il a été « *recommandé que des actions concrètes, notamment en terme de financement, soient prises pour soutenir les pays sévèrement touchés par le terrorisme* ».

Pour les autorités ghanéennes, la collaboration est plus que jamais nécessaire puisque « *la menace de l’extrémisme violent est plus répandue qu’on ne le pensait auparavant et transcende les frontières* ». La dégradation de la sécurité au Sahel « *menace d’engloutir toute la région*

groupes terroristes, « *enhardis par leur succès apparent dans la région, sont à la recherche de nouveaux terrains d’opération, un développement qui a entraîné une évolution de la menace vers le Sud* ».

Appel à mutualiser les efforts pour mieux combattre les terroristes

Le président du Conseil européen, Charles Michel, présent au sommet d’Accra, s’est exprimé sur la poussée continue des djihadistes du Sahel vers les Etats côtiers. « *Depuis des années, nous parlons du risque de*

risque, c’est une réalité », a-t-il affirmé, appelant à agir pour contrer l’avancée de ces islamistes. Il s’exprimait devant des représentants de l’Union européenne, de la Grande-Bretagne et de la France.

Les violences djihadistes au Sahel ont débuté en 2012 au Mali, faisant des milliers de morts et des millions de déplacés. Elles se sont étendues au Burkina Faso et au Niger voisins. En ce qui concerne les pays côtiers, le Bénin, la Côte d’Ivoire, le Ghana et le Togo font désormais face à la menace croissante de combattants du groupe Etat islamique et d’Al-Qaïda, implantés au Niger et au Burkina Faso. Ces insurgés multiplient désormais les attaques dans ces pays et l’inquiétude grandit quant à de possibles recrutements locaux.

Une incursion intervenue le 26 novembre au Bénin a permis aux forces loyalistes de repousser un groupe d’hommes armés près de la frontière avec le Burkina Faso, dans le nord du

pays, faisant quatre morts parmi les assaillants, a-t-on appris de sources proches de l’armée. Les forces béninoises affirment, par ailleurs, avoir fait face à plus de vingt incursions depuis 2021, tandis que le Togo voisin a subi au moins cinq attaques pendant cette période. Outre le Bénin, d’autres Etats du golfe de Guinée (Togo, Ghana et Côte d’Ivoire) qui connaissent aussi les menaces djihadistes du Sahel à leurs frontières nord sont aussi traversés par des contrebandiers armés.

Les raids frontaliers sus-évoqués dans ces pays les poussent à préparer leurs troupes contre d’éventuels assauts sur leurs territoires, mais aussi à renforcer leurs dispositifs pour sécuriser leurs frontières avec les pays d’Afrique de l’Ouest touchés par des attaques terroristes. Cela se fait, entre autres, par des formations destinées aux forces de l’ordre, avec le soutien des partenaires extérieurs dont le Rwanda et la France.

Nestor N’Gampoula

« la menace de l’extrémisme violent est plus répandue qu’on ne le pensait auparavant et transcende les frontières », « Depuis des années, nous parlons du risque de contagion de la menace terroriste du Sahel aux Etats côtiers. Aujourd’hui, ce n’est plus un risque, c’est une réalité »

de l’Afrique de l’Ouest », a estimé le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, qui pense que les

contagion de la menace terroriste du Sahel aux Etats côtiers. Aujourd’hui, ce n’est plus un

26E CONGRÈS DE L’INTERNATIONALE SOCIALISTE À MADRID

Le Congo représenté par le sénateur Georges Moungebende Ballay

Le vingt-sixième congrès de l’Internationale socialiste s’est tenu à Madrid, en Espagne, accueilli par le Parti socialiste ouvrier Espagnol, PsoeE. Parmi les délégués, Georges Moungebende Ballay, sénateur congolais élu d’Impfondo, dans le département de la Likouala.

Du 25 au 27 novembre dernier, la capitale espagnole a accueilli les délégués comprenant des chefs d’Etat et de gouvernement, des chefs de parti et d’autres invités choisis venus de différentes parties du monde, pour le vingt-sixième congrès de l’Internationale socialiste.

Le sénateur congolais, Georges Moungebende Ballay, a salué l’élection pour la première fois d’une femme africaine, Benedicta Lassi, du Ghana, au poste de secrétaire générale de l’Internationale socialiste, présidé par le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez.

Il a constaté que depuis 1951, date du début d’existence de ce rendez-vous des socialistes, et ce après le congrès de Dakar, la continuité est toujours assurée quant à la dynamique de renforcement et de développement des politiques social-démocratiques dans le monde. Lors de ce conclave de Madrid, cent trente-deux partis et organisations politiques sociaux-démocrates, socialistes et travaillistes ont été rassemblés.



Georges Moungebende Ballay, sénateur d’Impfondo, Likouala, Congo – Brazzaville

Les travaux ont été orientés sur les questions d’actualité internationale, notamment la résolution des conflits, la politique énergétique, le changement climatique et l’emploi. Les principaux thèmes ont été « *Assurer la paix et renforcer la démocratie* » ; « *Agir pour l’égalité entre les femmes et les hommes* » ; « *Arrêter et inverser le changement climatique* » ; « *Vers une économie équitable et inclusive* » et « *Droits de travail et numérisation* ».

Marie Alfred Ngoma

CULTURE

L’Unesco inscrit la baguette de pain française au patrimoine culturel immatériel de l’humanité

Les savoir-faire artisanaux et la culture de la baguette du pain en France ont été inscrits mercredi sur la liste représentative du patrimoine immatériel de l’humanité, a annoncé l’Unesco, qui considère la baguette comme le type de pain le plus apprécié et consommé en France tout au long de l’année.

Le procédé de fabrication traditionnel de la baguette comprend plusieurs étapes, notamment le dosage et pesage des ingrédients, le pétrissage, la fermentation, la division, la détente, le façonnage manuel, l’apprêt, la scarification (signature du boulanger) et la cuisson. La baguette se distingue des autres qualités du pain par sa composition qui n’est que de quatre ingrédients, à savoir la farine, l’eau, le sel, la levure et/ou le levain- à partir desquels chaque boulanger obtient un produit unique. Selon l’Unesco, la baguette implique des savoir-faire et des techniques particuliers : la cuisson tout au long de la journée dans de petites fourneaux et un résultat qui varie en fonction de la température et de l’hygrométrie.

La baguette génère des modes de consommation et des pratiques sociales qui la différencient des autres : un achat journalier à l’origine de la fréquentation régulière des boulangeries ; une forme longue qui nécessite des présentoirs spécifiques. Sa croustillance et son moelleux offrent une expérience sensorielle particulière. La baguette est consommée dans différents contextes, y compris pendant les repas en famille, au restaurant et dans les cantines. Le procédé de fabrication se transmet principalement dans le cadre d’une formation en alternance entre une école et une boulangerie. Cet apprentissage permet aux futurs boulangers d’acquérir les connaissances nécessaires sur les ingrédients, les outils et les méthodes.

Plusieurs autres éléments ont été inscrits cette année sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l’humanité, dont les techniques traditionnelles de transformation du thé en Chine, les fêtes de l’Ours dans les Pyrénées et la sonnerie manuelle des cloches en Espagne. L’Unesco se réunit à Rabat, au Maroc, du 28 novembre au 3 décembre pour examiner 56 candidatures d’inscription aux listes du patrimoine immatériel.

Noël Ndong

HYDROCARBURES

Optimiser les investissements durables au Congo

La cinquième édition de la Conférence internationale et exposition sur les hydrocarbures au Congo (Ciehc 5) s’est ouverte, le 30 novembre à Kintélé, dans un contexte de reprise de l’économie nationale. Les participants échangent sur les nouvelles opportunités qu’offre le secteur pétrolier et gazier, en lien avec le défi de la transition énergétique.

L’industrie pétrolière et gazière affiche de bonnes perspectives de croissance, malgré les incertitudes mondiales à court terme, la volatilité des prix du pétrole. La rencontre des pétroliers devrait permettre à la République du Congo d’attirer de nouveaux investisseurs autour de ses nombreuses ressources, notamment gazières. Le pays dispose, en effet, d’un bassin côtier et continental riche avec de l’hydrogène naturel.

Les nombreux atouts énumérés peuvent donc faire du Congo, selon Bruno Jean Richard Itoua, le ministre des Hydrocarbures, une destination d’affaires attrayante pour les entreprises désireuses d’investir dans les activités d’exploitation offshore. L’industrie pétrolière congolaise attire de



L’ouverture des travaux de la Ciehc 5DR

shore, parmi lesquels on y trouve des majors pétroliers et des petites et moyennes entreprises. « Dans son plan d’actions énergie durable, la République du

grâce à une approche engagée de gestion de son patrimoine minier dont le but est de rendre ses actifs pétroliers matures, plus rentables économiquement.

prestation de service pétrolier à coûts compétitifs », a indiqué Bruno Jean Richard Itoua. Cette position politique du pays a donc été réaffirmée par le

« Dans son plan d’actions énergie durable, la République du Congo a décidé de consolider sa filière historique d’exploration et de production en continuant à optimiser la production de ses champs matures, grâce à une approche engagée de gestion de son patrimoine minier dont le but est de rendre ses actifs pétroliers matures, plus rentables économiquement. Nous souhaitons pour ce faire élargir les filières de compétences locales sur nos permis matures, grâce à la création de nouveaux métiers de l’exploration et de la production liés à la prestation de service pétrolier à coûts compétitifs »

plus en plus de sociétés de forage et de complétion, des prestataires de services... Les activités pétrolières au pays sont, effectivement, portées par de nombreux acteurs du secteur offshore et on

Congo a décidé de consolider sa filière historique d’exploration et de production en continuant à optimiser la production de ses champs matures,

ment. Nous souhaitons pour ce faire élargir les filières de compétences locales sur nos permis matures, grâce à la création de nouveaux métiers de l’exploration et de la production liés à la

Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, à l’ouverture de la grand-messe des acteurs pétroliers congolais et africains. La filière gazière congolaise, préci-

sons-le, est en cours de structuration et de sa maturation. Les autorités nationales ont promis d’accélérer la production, dès l’année prochaine, des premiers litres de gaz naturel liquéfié, à Pointe-Noire.

Il s’agit d’un projet pétrolier et gazier majeur, a relevé Irène Nkem Etiobhio, analyste principale de l’industrie pétrolière à l’Organisation des payx exportateurs de pétrole, qui permettra de diversifier l’utilisation du gaz naturel dans différents secteurs de l’économie locale. Ce nouveau projet implique un enjeu financier nécessitant des fonds souverains capables de fournir des investissements à long terme, a ajouté un autre conférencier, Zakaria Dosso, le directeur exécutif de l’Association des producteurs de pétrole africains.

Au cours de la Ciehc 5, dont le thème porte sur « La transition énergétique au Congo : opportunités et défis », politiques et experts ont échangé leurs vues sur le développement du gaz naturel, et le cadre juridique et réglementaire du gaz en Afrique, les opportunités en deep offshore, la gestion rentable des champs matures et marginaux, la place des énergies renouvelables dans le processus de développement du continent...

Fiacre Kombo

COLLECTIVITÉS LOCALES

Grève illimitée dans les six mairies du Congo

L’Union des syndicats des mairies du Congo a lancé, à travers une déclaration rendue publique le 29 novembre dans la capitale congolaise, une grève illimitée dans toutes les mairies du pays, « régies par la convention collective unique du 12 décembre 1990 », notamment Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi, Ouesso et Mossendjo, à compter du 1er décembre.

Selon l’Union des syndicats des mairies du Congo, les agents évoluant dans les mairies de plein exercice, actifs et retraités non pensionnés vivent une « situation sociale précaire et insoutenable ». Les représentants syndicaux des six mairies reprochent aux pouvoirs publics la non-prise en charge de leurs doléances contenues dans le cahier de charges et la suspension des négociations avec le gouvernement, le 11 novembre dernier. Face à la non-reprise de ces négociations et au regard de l’épuisement des procédures syndicales conformément aux lois et textes en vigueur, l’Union des syndicats des mairies du Congo a décidé de l’entrée en grève illimitée à compter du 1er décembre.

Notons que les travailleurs des mairies de Ouesso, dans la Sangha; Mossendjo et Dolisie, dans le Niari; et Nkayi, dans la Bouenza; traversent depuis plusieurs années une situation très difficile. Au 19 juillet 2021, ils avaient respectivement 52, 51 et 46 mois d’arriérés de salaires. Jusque-là épargnées, les mairies de Brazzaville et Pointe-Noire ont également emboîté le pas, cumulant actuel-



La façade principale de la mairie de MossendjoDR

lement des dizaines de mois d’arriérés de salaire.

Cette mauvaise passe ne facilite pas le travail au sein de ces collectivités locales. Le 4 novembre 2021, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, avait eu une séance de travail avec le

collectif des maires du Congo et des présidents des Conseils départementaux ainsi que les représentants des travailleurs. Cette rencontre, centrée sur le climat social, la perception et la rétrocession des centimes additionnels aux collectivités locales, entrevoyait

quelques pistes de sortie de cette crise devenue aiguë au fil des temps. Hélas, aujourd’hui, un an après, la situation n’a pas évolué au regard de la dernière déclaration de l’union.

Un problème qui semble préoccuper l’Etat au plus haut niveau. En effet, lors de son message sur l’état de la Nation devant le Parlement réuni en congrès, le président de la République a renouvelé son appel aux Conseils locaux pour donner un contenu concret à la décentralisation. Ceci à travers, entre autres, leur engagement sans faille pour une gestion orthodoxe des services décentralisés, en vue d’un essor cohérent des différentes collectivités.

« Le gouvernement devra faire preuve de diligence en vue de la mise en œuvre effective de la décentralisation, en garantissant sans délais la rétrocession des centimes additionnels et autres recettes dévolues aux collectivités locales et en mettant à disposition les ressources prévues, concomitamment au transfert des compétences », a instruit Denis Sassou N’Guesso.

Parfait Wilfried Douniama

MONDIAL 2022

Objectif qualification vendredi pour six équipes dans les groupes G et H

Le Cameroun doit obtenir son billet face à l’ogre brésilien, tandis que le Ghana, en ballottage favorable, retrouve l’Uruguay pour la revanche du dramatique duel du Mondial 2010.

Groupe G
L’obstacle Brésil sur la route du Cameroun

Assuré de disputer les huitièmes de finale, le Brésil (6 points), favori de la compétition, affronte le Cameroun (1 point) dans le match de la dernière chance pour lui qui a l’obligation de s’imposer en escomptant un résultat favorable dans l’autre match du groupe, entre la Suisse (3 points) et la Serbie (1 point). Les Serbes, après leur match nul épique lundi contre les Camerounais (3-3), sont également dos au mur. Ils doivent gagner face aux Suisses, ce qui les mettrait à quatre points : dans ces conditions, un revers ou un nul du Cameroun contre le Brésil, toujours privé de son joueur vedette Neymar, les expédierait en huitième de finale. Si Camerounais et Serbes s’imposent, la qualification se jouera entre eux à la différence de buts (actuellement -1 pour les Lions, -2 pour les Serbes). A l’inverse, la Suisse a son destin entre ses mains. Victorieux des Lions indomptables (1-0) pour leur entrée dans la compétition jeudi, les joueurs de Murat Yakin seront qualifiés en cas de victoire. En cas de match nul et de victoire du Cameroun contre le Brésil, la qualification entre les deux équipes se jouera à la différence de buts (la Suisse est actuellement à 0). La Seleçao, favorite avant le début de la compétition, n’a besoin que d’un match nul pour assurer sa première place. La Suisse



Cela sera dur pour le Cameroun de Castelletto face au Brésil (Odd Andersen/AFP)

Vendredi 2 décembre
Groupe G
Stade de Lusail (Doha)
(20h00) Cameroun - Brésil
Stade 974 (Doha)
(20h00) Serbie - Suisse
Groupe E
Stade Al-Janoub (Doha)
(16h00) Ghana - Uruguay
Stade Education City (Doha)
(16h00) Corée du Sud - Portugal

peut aussi gagner cette poule à la différence de buts en cas de victoire face à la Serbie et de défaite du Brésil. Le vainqueur affrontera en huitième de finale le deuxième d’un groupe H, très indécis, où le Portugal est le seul qualifié pour l’instant.

Groupe H
Pour le Ghana, la qualification avant tout...
Comme dans le groupe G, le Portugal est d’ores et déjà qualifié. La seconde place qualificative pour les matches à élimination directe est tout aussi disputée. La rencontre à suivre sera bien

évidemment les retrouvailles entre le Ghana et l’Uruguay, douze ans après la dramatique élimination des Black Stars après un sauvetage de la main, sur sa ligne, de Suarez. Cette défaite avait privé le Ghana d’une demi-finale historique lors du Mondial sud-africain. Nul ne doute qu’André Ayew, présent au Soccer City de Soweto, ce 2juillet 2010, pense à la revanche. Avec 3 points, le Ghana, qui a livré deux des plus belles rencontres de la compétition contre le Portugal (défaite 3-2) et la Corée du Sud (victoire 3-2), est en position très favorable: s’il bat l’Uruguay (1 point), il tiendra sa qualification

(et peut même s’emparer de la première place du groupe si le Portugal perd contre la Corée du Sud, qui n’a pas encore remporté de match dans cette 22e édition de la Coupe du monde). Si les Blacks Stars font en revanche match nul contre la Céleste, ils seront qualifiés si les Coréens (1 point) perdent ou font match nul. A l’inverse, si la Corée bat le Portugal de Cristiano Ronaldo, la qualification se jouera à la différence de buts (0 pour le Ghana, -1 pour la Corée du Sud). Si le Ghana perd, l’Uruguay, qui n’a pas encore ouvert son compteur buts, le dépassera au classement. La Céleste se retrouverait alors avec 4 points et sa qualification dépendrait du résultat de la Corée du Sud : un nul ou une défaite des Coréens les qualifieraient ; si la Corée s’imposait, les deux nations seraient à 4 points et se départageraient à la différence de buts (-1 pour la Corée et -2 pour l’Uruguay).

La première place en bonus
C’est l’autre enjeu de cette fin de poule, déterminer qui finira en tête et évitera a priori le Brésil, bien parti pour sortir en tête de son groupe, en huitième de finale. Le Portugal est le mieux placé avec 6 points et n’a besoin que d’un nul pour assurer la place de leader. Pour finir en tête, le Ghana doit s’imposer et compter sur une défaite du Portugal en remontant une différence de buts défavorable (le Portugal est à +3, le Ghana à 0).

AFP

On a retrouvé l’Argentine !

Attention, l’Argentine monte en puissance ! Au bord du gouffre après sa défaite inaugurale contre l’Arabie Saoudite, l’Albiceleste a facilement battu la Pologne (2-0) mercredi malgré un penalty raté de Messi et s’est qualifiée pour les 1/8 de finale du Mondial-2022, qu’elle abordera en favorite face à l’Australie.



Credit photos: (Odd Andersen/AFP)

Commençons par ce qui fâche : Lionel Messi a raté un penalty, comme il en avait déjà manqué un lors du dernier Mondial en 2018 contre l’Islande. Plus précisément, sa frappe a été repoussée par la main très ferme de Wojciech Szczesny, déjà auteur du même exploit au match précédent face aux Saoudiens. Le grand gardien de la Juventus a été de très loin le meilleur joueur de son équipe mercredi, ce qui n’était pas très difficile au vu de la production abyssale de tous les autres, Robert Lewandowski compris.

Isolé devant et souvent loin du but, ce dernier a fait ce qu’il a pu, c’est-à-dire pas grand-chose, avec les quelques pauvres ballons mal fournis par ses équipiers. Au bout du compte, le buteur de Barcelone et les siens verront tout de même les 1/8 de finale, à la faveur d’une meilleure différence de buts que le Mexique. Mais en punition de leur triste football, ils y affronteront les Bleus champions du monde.

«Favoris de rien»
«C’était un groupe difficile, profitez-en, vous aurez du temps jusqu’à dimanche pour critiquer. On a perdu, ça n’était pas du bon foot, mais c’est une sensation douce-amère», a réagi le sélectionneur polonais Czeslaw Michniewicz. «On rejoue dimanche, ne nous enlevez pas cette joie», a-t-il ajouté. L’Argentine, elle, jouera dès samedi contre l’Australie et évitera le remake de 2018 contre Kylian Mbappé, Didier Deschamps et les autres, ce dont elle se remettra. Après avoir frôlé la catastrophe en chutant contre les Saoudiens et avoir évolué sur un fil contre le Mexique, elle a de nouveau semblé maîtresse de son jeu mercredi au stade 974 de Doha, où on a eu la confirmation que l’Albiceleste pouvait aussi compter sur la plus belle délégation de supporters de ce Mondial. Pour autant, le sélectionneur Lionel Scaloni n’a surtout pas voulu verser dans l’euphorie. «On n’est candidats à rien, on n’est favoris de rien. On est une équipe qui va se battre mais il ne faut pas croire qu’on va être champions du monde parce qu’on a gagné ce soir», a-t-il lancé. Mercredi, après la péripétie du penalty

raté de Messi et après avoir déjà eu une demi-douzaine d’occasions avant la pause, l’Argentine a tout de même joué, si ce n’est comme une favorite du Mondial, au moins comme une des très bonnes équipes du tournoi. Dès le retour des vestiaires, l’équipe de Scaloni a frappé par Mac Allister sur un centre de Molina, au bout d’une action anodine qui a donné une assez bonne idée des limites polonaises (1-0, 46e). **Un autre tournoi**
Le deuxième but est en revanche magnifique, inscrit au bout d’une immense séquence de possession et après un service d’Enzo Fernandez (21 ans) pour Julian Alvarez (22 ans), deux joueurs qui symbolisent la jeunesse et l’avenir de la sélection (2-0, 67e). Les Argentins ont ensuite déroulé et montré que la grande trouille qui les avait saisis au moment d’attaquer leur match face au Mexique était passée. Messi, bien sûr, regrettera son penalty manqué. Mais le capitaine et N.10, sans être époustoufflant, a encore montré qu’il était bien le guide de cette Argentine qui rêve d’un troisième sacre mondial. Le génie gaucher a un peu tout fait, dicté le rythme du match, calmé les plus nerveux de ses équipiers et même relancé les encouragements en lançant un simple regard vers ses supporters après un raid magnifique (53e). Pour lui et les siens, un autre tournoi commence et l’Arabie Saoudite n’est plus qu’un souvenir, comme on se souvient qu’en 1990, l’Argentine avait atteint la finale après avoir perdu son premier match, face au Cameroun.

AFP

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE VIH-SIDA

Réduire les inégalités d'accès aux soins

Dans la déclaration du gouvernement sur la Journée mondiale de lutte contre le VIH-sida, célébrée le 1er décembre de chaque année, le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a souligné la nécessité de réduire les inégalités d'accès aux soins et au traitement que subissent les personnes touchées par la pandémie et les minorités sexuelles.

La 34e Journée mondiale de lutte contre le VIH-sida a été célébrée au plan national sur le thème « Egalité des services VIH pour tous ». Un thème en lien avec la mise en œuvre de la stratégie mondiale 2021-2026 visant à mettre fin à cette pandémie d'ici à 2030. Au Congo, les estimations de l'Onusida de 2021 rapportent que 130 000 personnes vivent avec le VIH pour une prévalence de 3,8% chez la population de 15 à 49 ans ; 13 000 nouvelles infections et 7400 décès avec le maintien de la féminisation de la pandémie.

Les efforts consentis par les pouvoirs publics ont permis de mettre 28 055 personnes sous traitement antirétroviral dont 1432 enfants de moins de 15 ans et 26 623 adultes de la même tranche d'âge en 2021. Bien avant, le décret n°2008-128 du 23 juin 2008 instituant un régime de gratuité pour la prise en charge



Le ministre de la Santé donnant lecture de la déclaration du gouvernement

« Notre ambition est de réduire les inégalités de tous les genres qui empêchent le Congo de gagner la lutte contre le VIH-sida d'ici à 2030. Pour cela, nous plaçons les droits humains et l'égalité des sexes, les groupes à risques au premier plan de toutes nos actions de riposte », a déclaré le ministre de la Santé et de la Population.

Selon lui, malgré les progrès enregistrés en matière de riposte au VIH-sida, de nombreux défis restent à relever. Il s'agit particulièrement de la lutte contre les inégalités d'accès aux soins et traitement

norités sexuelles ; la discrimination et la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH. « Les adolescentes et les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans ont deux fois plus le risque d'être séropositives que leurs homologues masculins », a fait savoir le ministre Gilbert Mokoki.

Cette année, la campagne de sensibilisation dans le cadre de la 34e Journée mondiale de lutte contre le VIH-sida est couplée à une opération de dépistage dénommée « Décembre rouge ». Elle se fera principalement sous forme de caravane le long du corridor routier sud de Brazzaville au Kouilou. En remerciant les partenaires techniques et financiers qui accompagnent le Congo dans cette lutte, le ministre de la Santé et de la Population a appelé à se protéger et à protéger les autres ainsi qu' à respecter les droits des personnes vivant avec le VIH.

Rominique Makaya

« Notre ambition est de réduire les inégalités de tous les genres qui empêchent le Congo de gagner la lutte contre le VIH-sida d'ici à 2030. Pour cela, nous plaçons les droits humains et l'égalité des sexes, les groupes à risques au premier plan de toutes nos actions de riposte »

du traitement antipaludique, antituberculeux et des personnes vivant le VIH-sida, est	en vigueur depuis des années déjà.	que subissent les personnes vivant avec le VIH et les mi-
Réduire les inégalités		

SANTÉ

L'OMS-Congo encourage les lycéens à la pratique du sport

Le représentant résident de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, Lucien Alexis Manga, a offert au ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, le 30 novembre à Brazzaville, un lot de ballons de football afin d'encourager les jeunes lycéens aux activités sportives.

« Le football est une activité qui contribue grandement au bien-être et à la santé des jeunes. Dans cette salle, je vois de nombreux jeunes et par rapport à ce qui se passe au Qatar, ils rêvent de devenir grands joueurs. Le sport c'est la santé et nous vous encourageons à faire du football et tous les autres sports, car notre raison d'être, c'est votre bien être », a commenté Lucien Alexis Manga.

En effet, le sport scolaire contribue à promouvoir le respect de l'éthique ainsi que des valeurs éducatives et humanistes. Il joue un rôle déterminant dans l'accès des jeunes au sport et donne un sens au «vivre- ensemble» et à l'apprentissage de la vie associative.

Le don a été réceptionné par Régine Tchicaya-Oboa, directrice de cabinet du ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, qui d'ailleurs, a encouragé les lycéens à l'activité sportive.

« L'OMS a le souci de la santé de nos enfants et prend soin d'eux. Au nom du ministre, nous remercions le donateur. Je demande aux élèves de faire



Remise officielle du don de l'OMS à l'Etat/Adiac

bon usage de ce précieux don et de s'adonner au sport qui est utile pour améliorer notre état de santé. Le sport nous rend passionné. Le don sera distribué dans les autres écoles du pays », a indiqué Régine Tchi-

caya-Oboa. À travers le sport, les jeunes acquièrent de nombreuses valeurs comme la persévérance, la détermination, l'esprit d'équipe et la ponctualité. Ces valeurs sont primordiales, car elles constituent un savoir-être nécessaire, essentiel dans la vie quotidienne et citoyenne mais aussi dans le monde professionnel. Par la même occasion, l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) a

remis à l'infirmerie du complexe scolaire Révolution Gampo-Olilou un lot de médicaments de produits pharmaceutique et du matériel de literie pour la prise des soins de secours des élèves.

Essentiellement, ce don est composé d'un stéthoscope, d'un tensiomètre, d'un glucomètre et des draps pour la literie des salles d'hospitalisation du jour. Face à l'auditoire du monde éducatif, le président de l'Apeec, Grégoire Epouma, a rappelé l'importance de l'accord-cadre de partenariat relatif à la contribution des parents d'élèves au fonctionnement de l'école et du protocole d'accord portant financement alternatif des établissements scolaires entre le gouvernement et la communauté parentale.

Outre le don des produits de santé offert par l'Apeec, l'association parentale compte réfectionner, entre autres, le bâtiment principal de l'Ecole nationale moyenne d'administration, les tables bancs au lycée Ganga-Edouard, la charpente de l'école primaire Itsali et les portails de l'école primaire 18-mars 1977. Le coût estimatif de tous ces travaux est de plus de sept millions de francs CFA.

Fortuné Ibara

« L'OMS a le souci de la santé de nos enfants et prend soin d'eux. Au nom du ministre, nous remercions le donateur. Je demande aux élèves de faire bon usage de ce précieux don et de s'adonner au sport qui est utile pour améliorer notre état de santé. Le sport nous rend passionné. Le don sera distribué dans les autres écoles du pays »

MONDIAL 2022

La Tunisie bat la France pour du beurre, l’Australie en 8^e

Face à une France totalement remaniée, la Tunisie l’emporte 1-0 mais ne peut empêcher son élimination. Tombeuse du Danemark, l’Australie déjoue les pronostiques et disputera les 8^e de finale.

En attendant en soirée (20h00 heure de Paris) le choc entre la Pologne de Robert Lewandowski et l’Argentine de Lionel Messi, sous pression pour atteindre les huitièmes, le dénouement du groupe D a donné lieu à deux résultats inattendus. La France, championne du monde en titre, et le Danemark, demi-finaliste du dernier Euro, étaient les favoris de la poule. Mais les Bleus de Kylian Mbappé, qui étaient déjà qualifiés avant ce match et valident malgré tout leur première place, ont subi la loi de Tunisiens accrocheurs, avec un but de Wahbi Khazri (58e), insuffisant néanmoins pour qualifier les Aigles de Carthage. Dans une fin de match invraisemblable, Antoine Griezmann a cru égaliser (90e+8) mais l’arbitrage vidéo (VAR) a annulé son but pour hors-jeu dans les ultimes secondes, alors que TF1, le diffuseur du match en France, avait déjà rendu l’antenne ! Pour les Danois, qui devaient gagner pour se qualifier, tout est allé de travers puisque la modeste Australie (38e au classement mondial Fifa) s’est im-

posée grâce à Mathew Leckie (60e), finissant deuxième derrière les Bleus et renvoyant l’équipe scandinave à la dernière place du groupe. Neuf changements chez les Bleus C’est la deuxième fois que l’Australie s’extirpe du premier tour du Mondial après 2006 et elle défiera samedi en huitièmes (20h00) l’équipe finissant première du groupe C entre la Pologne, l’Argentine, l’Arabie saoudite ou le Mexique. Pour la France, le huitième de finale est programmé dimanche (16h00) et il faudra faire mieux, beaucoup mieux que la bouillie de football proposée mercredi au stade Education City, où la Tunisie n’a cessé de bousculer les champions du monde. Avec neuf changements par rapport à la probante victoire contre le Danemark samedi (2-1), l’équipe de France savait qu’elle perdrait une partie de ses repères. Mais l’ampleur de la rotation d’effectif a désorganisé l’équipe. Titulaire dans la cage à la place d’Hugo Lloris, l’expérimenté Steve Mandanda a pu entrer



Credit photos: Franck Fife / AFP Anne-Christine Poujoulat / AFP Alberto Pizzoli / AFP

dans le livre d’or des Bleus en devenant, à 37 ans et huit mois, le joueur le plus âgé de l’histoire de l’équipe de France. Pour autant, le gardien rennais n’a rien pu faire sur le but à la 58e minute de l’attaquant franco-tunisien Wahbi Khazri, né en Corse et formé en France, qui a

profité de l’attentisme de la défense pour marquer d’un petit ballon subtilement glissé (58e). Mais pour les Tunisiens, qualifiés à ce moment-là du match, le rêve n’aura duré qu’une poignée de minutes puisque dans l’autre match, Leckie a marqué pour l’Australie au bout d’un joli nu-

méro en contre-attaque (60e). Au moins les Aigles de Carthage se consoleront-ils avec cette victoire de prestige contre les champions du monde, au bout d’un scénario mémorable, en particulier ce but annulé aux Bleus au bout du temps additionnel.

AFP

Le Mexique si près, si loin des huitièmes

Battant mais néanmoins battu : en mauvaise posture avant son dernier match de groupe du Mondial-2022, un Mexique enfin conquérant a triomphé en vain de l’Arabie saoudite (2-1) mercredi, pour terminer troisième de sa poule, derrière l’Argentine puis la Pologne.

À égalité de points avec les Polonais (quatre), les Mexicains manquent les huitièmes de finale pour la première fois depuis 1994, pour une unité à la différence de buts. Et ce malgré la défaite des Polonais de Robert Lewandowski contre l’Argentine de Lionel Messi (2-0) dans le match des qualifiés. L’issue est frustrante pour la «Tri», qui a sans arrêt poussé pour dominer la rencontre ! Longtemps, il ne lui a même manqué qu’un but pour se qualifier face aux «Faucons verts», qui échouent à la quatrième place du groupe C, loin des espoirs nés de leur exploit initial contre l’Argentine (victoire 2-1). Jusque-là muets devant le but (0-0 contre la Pologne, défaite 2-0 contre l’Argentine), les hommes de Gerardo «Tata» Martino ont enfin su exploiter leur potentiel offensif pour offrir à leurs supporters, venus en masse au Qatar sous leurs sombreros et leurs masques de catcheurs, les frissons qu’ils méritaient. Mais ce baroud d’honneur n’a pas suffi. «Je pense que nous n’avons pas été éliminés lors des précédents matches mais lors de celui-ci. C’est aujourd’hui que nous avons dominé, créé des occasions. Nous aurions pu marquer autant que nécessaire mais non», a estimé Martino, confirmant



Fin de parcours pour la Tricolor du Mexicain Memo Ochoa et pour l’Arabie Saoudite (Alfredo Estrella / AFP)

être sur le départ en conférence de presse d’après-match. L’Arabie saoudite «ne méritait pas

de gagner» Devant des supporters en ébullition d’un côté comme de l’autre, les

Mexicains ont ouvert le score grâce à Henry Martin (47e), à l’affût après une déviation de Cesar Montes au

premier poteau, dans la foulée d’un corner. Luis Chavez a rapidement doublé la mise d’un coup franc sublime à 33 mètres, chronométré à 76 km/h par la Fifa (52e). La «Tri» a alors eu une foule d’occasions pour inscrire le but de la qualification, notamment par Martin, dont la frappe s’est envolée au-dessus des cages saoudiennes (70e), ou par Orbelin Pineda, qui a manqué le cadre de peu (76e). Hirving Lozano (56e) et Uriel Antuna (88e) ont pensé offrir le précieux sésame à leur pays mais leurs réalisations ont été annulées pour des positions de hors-jeu. Un but tardif du capitaine saoudien Salem Al-Dawsari, après un une-deux avec Hatan Bahbri (90e+5), a enterré les espoirs des Mexicains, restés plusieurs minutes à s’enlacer sur la pelouse après le coup de siflet final. Les hommes d’Hervé Renard n’ont jamais fait le poids et ne «méritaient pas de gagner ce match», a admis le sélectionneur français. Ils quittent le Mondial après un coup d’essai glorieux contre l’Argentine resté sans suite. «Félicitations aux joueurs, a conclu Renard. On a fait de notre mieux aujourd’hui, c’était difficile mais il ne faut pas oublier ce qu’on a réussi ensemble.»

AFP

MONDIAL 2022

Le Ghana donne rendez-vous à l'Uruguay pour une place en huitièmes

Depuis leur victoire sur la Corée du Sud, les Black Stars peuvent espérer une qualification pour le second tour. Mais avant, ils vont retrouver l'Uruguay qui avait brisé leurs rêves de demi-finale en 2010.

Les "Black Stars" parviendront-ils à rééditer les exploits des Coupes du monde 2006 et 2010 ? En Allemagne, ils avaient atteint les huitièmes, éliminés par le Brésil de Ronaldo. En Afrique du Sud, ils avaient été sortis en quarts de finale aux tirs au but, lors d'un match mémorable contre l'Uruguay.

Au Qatar pour leur quatrième participation à la Coupe du monde, les joueurs d'Otto Addo se sont au moins donné les moyens de s'offrir une sorte de 16e de finale contre l'Uruguay dans quatre jours.

L'occasion sera belle vendredi au stade Al-Janoub de Doha, de venger la main de Luis Suarez au Mondial-2010, à la fin d'une prolongation de légende, et le penalty raté de Gyan Asamoah, qui aurait pu faire du Ghana la première sélection africaine en demies d'un Mondial.

Le capitaine André Ayew est le seul des 26 joueurs ghanéens présents au Qatar en 2022 qui était déjà là il y a douze ans et demi. Nul ne doute que l'ancien Marseillais se sert de ce souve-

nir pour préparer la rencontre.

"Ce sera une approche différente contre une équipe difficile. On devra être au mieux pour espérer les battre, mais j'ai confiance. Cet incident remonte à longtemps, et on ne doit pas forcément y penser en termes de revanche", a expliqué le sélectionneur Otto Addo en conférence de presse.

Kudus brille

Lundi à l'Education City Stadium de Doha climatisé, les Ghanéens ont soufflé le chaud et le froid pendant 90 minutes. Dominés par des Coréens bien en place pendant vingt minutes, ils ont ouvert le score par Mohammed Salisu (24e), un peu contre le cours du jeu, sur un coup franc mal négocié par Kim Min-jae. Ils pensaient probablement avoir fait le plus dur grâce à Mohammed Kudus (34e), idéalement servi par André Ayew dix minutes plus tard. Mais les Guerriers Taeguk, par leur avant-centre Cho Gue-sung, ont sonné la révolte sud-coréenne au début de la



En 2010, la main de Suarez et le penalty manqué de Gyan avaient privé le Ghana d'une demi-finale historique (AFP)

seconde période, trois fois de la tête. La première a été repoussée par le gardien ghanéen Lawrence Ati Zigi, mais les deux autres ont trouvé les filets (58e, 61e). A deux partout, les Ghanéens ont trouvé les ressources nécessaires pour aller chercher la victoire par Kudus (68e), désigné meilleur joueur de la rencontre. "Ce qui est le plus

important c'est de l'avoir emporté. L'énergie est bonne dans l'équipe. Tout le pays est fier de ce que l'on fait", a commenté sobrement Kudus, premier Ghanéen à inscrire un doublé en Coupe du monde.

Après les onze minutes de temps additionnel et les vagues successives sud-coréennes, les Black Stars ont pu lever les bras

au ciel, et se sont alors regroupés en cercle après la rencontre pour célébrer la victoire. Pour la Corée du Sud, cette défaite est quasiment synonyme d'élimination, alors que les joueurs de Paulo Bento, exclu après le coup de sifflet final, devront réaliser un exploit contre le Portugal de Cristiano Ronaldo pour espérer voir la phase à élimination directe.

AFP

MONDIAL 2023 DE HANDBALL DAMES

La Ligue salue la qualification des Diabes rouges

L'équipe nationale de handball dames a arraché le troisième ticket africain qualificatif au mondial 2023, à l'issue de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) qui s'est jouée du 9 au 19 novembre au Sénégal. Cette qualification après celle de 2021 n'a pas laissé indifférents les cadres sportifs de la Ligue départementale de handball de Pointe-Noire qui ont réagit à travers l'adresse de Joseph Pambou Loemba, leur président.

Joseph Pambou Loemba, au nom de toute la ligue, a rendu un hommage mérité aux Diabes rouges pour leur qualification au mondial 2023, à travers une lettre de félicitation à leur égard, à tout le staff technique ainsi qu'au président de la Fédération congolaise de handball, Yann Ayessa, pour dévouement.

« Nous adressons nos sincères félicitations à nos ambassadrices qui ont ravivé le handball congolais à la CAN Sénégal 2022, en réalisant contre toute attente un parcours élogieux dans une poule de grande nations de handball », a-t-il écrit.

« Bravo à la commission technique qui a déjoué tous les pronostics », poursuit-il, convaincu que 90% des Congolais n'attendaient pas cette performance, à savoir la qualification à la Coupe du monde et la médaille de bronze à CAN. C'est pourquoi, Joseph Pambou



« Toute la Ligue de Pointe-Noire vous félicite et vous encourage d'aller de l'avant, surtout avec l'appui du gouvernement et du président de la République auprès duquel vous avez arraché les meilleurs sentiments lors de son adresse à la nation, le 28 novembre 2022, devant le Parlement réuni en congrès. Bravo également au président de la fédération, Yann Ayessa, pour son dévouement »

Loemba a exhorté les Diabes rouges à ne pas baisser les bras, mais de se remettre au travail afin de faire belle figure au mondial. « Toute la Ligue de Pointe-Noire vous félicite et vous encourage d'aller de l'avant, surtout avec l'appui du gouvernement et du président de la République auprès duquel vous avez arraché les meilleurs sentiments lors de son adresse à la nation, le 28 novembre 2022, devant le Parlement réuni en congrès. Bravo également au président de la fédération, Yann Ayessa, pour son dévouement », a-t-il ajouté.

Notons que le Congo fait partie des quatre meilleures nations qui représenteront l'Afrique à la prochaine Coupe du monde de handball dames qui sera co-organisée par le Danemarck, la Norvège et la Suède du 30 novembre au 17 décembre 2023.

Charlem Léa Itoua

Le mot-mystère est : *music-hall*

	L		C		E		J		D		D
D	I	V	O	R	C	E	E		A	L	E
	V	O	U	E	E		U	R	N	E	S
W	O	L	V	E	R	I	N	E		D	O
	U		A	L	V	E	O	L	E		B
A	R	T		L	E	N	T	I	L	L	E
	N	I	V	E	L	A		Q	U	O	I
D	E	N	I		E		D	U		U	T
			T	E	N	E	B	R	E	U	X
S	T	E	R	E		I	O		S	O	C
	R		G	R	O	S	S	I	E	R	E
C	A	G	E	O	T		S	O	N		D
	P	I		L	A	M	E	N	T	E	R
S	U	R	A	I	G	U	E	S		T	A
	E	O	N		E	R	S		S	E	T

J	A	M	B	E		C	I	E	L
E	U	E		C	A	H	O	T	
U		N	O	R	I	A		R	A
N	O	T	R	E		U	N	E	S
E	U	H		M	O	D	E		T
	R	E	J	E	T		V	E	R
A	S		A		A	C	E	R	E
T		T	U	R	N	E		I	
L	A	R	G	E		P	A	G	E
A	L	I	E	N	E		N	E	F
S	E	T		F	U	I	T		F
	S	O	U	L		F	A	D	E
M	E	N	T	A	L		N	E	T

1	6	9	7	4	8	2	3	5
4	2	8	3	9	5	1	7	6
7	5	3	6	2	1	8	4	9
6	7	2	8	1	4	9	5	3
3	4	1	5	7	9	6	8	2
9	8	5	2	3	6	4	1	7
8	1	7	9	5	2	3	6	4
2	3	6	4	8	7	5	9	1
5	9	4	1	6	3	7	2	8

5	9	3	7	8	6	1	4	2
1	2	8	4	9	3	7	5	6
6	4	7	1	2	5	9	3	8
4	3	5	6	7	8	2	1	9
2	6	1	9	5	4	3	8	7
8	7	9	2	3	1	4	6	5
9	8	6	3	4	2	5	7	1
7	1	4	5	6	9	8	2	3
3	5	2	8	1	7	6	9	4

[illegible]

DRISSE - ENDIVE - INGENU - POUR-
RI - PRETAI - ROSEAU

SURVOLTEE RACONTE DES SALADES		MAMMIFERE D'AMAZONIE METTRE DE L'ORDRE		RUMINANT D'AFRIQUE POSSESSIF		VENT ARRIERE CRISPE		GRAND ARBRE		RADIO FRANCAISE APPLAUDI		PROCHES DE L'AUTRUCHE TRICHAÏ	
OUVERTURE DE L'ABDOMEN OBJET DANS LE CIEL				L'OR DU CHIMISTE ENGOURDI		A POILS QUE DALLE							
FERA UNE SUTURE IDIOT										VERTEBRE PRONOM PERSONNEL			
				NEGATION SERVICE NON RENDU		DE MEME ROUGE AUX JOUES							RASANTE
AU MOYEN- ORIENT BONNE CARTE						SIMULEE ABAN- DONNER							
				HEROS AU LONG NEZ COUGARS						PERIODE METTRAS AU COURANT			
DETACHER LES LETTRES AMUSEMENT								PYGMEE THEORIE					
				FEE DES EAUX CHAMP DE BATAILLE								AVALE	
FLEUVE D'AQUITAINE		IL AIME SE FAIRE MAL FACE DE SANGLIER				MATCH LOCAL FEUILLE DE METAL							
								ROULEE ARTICLE					
FATIGUE RICHESSE						GENEROSITE VIEILLE LANGUE						CONJON- TION	
				JOUR DE FETE				AU COEUR DU TEMPLE					
HAIE										OUVRE LES PORES			

A	S	L	A	S	I	N	J	U	R	E	I	B	I	G
E	Y	I	L	I	M	P	I	D	E	S	R	U	O	B
O	M	E	P	O	Q	U	E	D	B	U	G	A	M	C
C	B	P	C	H	I	P	I	E	O	A	U	N	E	O
T	O	E	A	E	O	D	G	E	N	Y	L	X	N	N
A	L	H	R	N	N	N	U	E	D	O	T	I	A	S
V	E	C	O	A	O	R	N	T	Y	B	I	E	G	U
E	A	I	C	R	O	T	F	E	S	S	M	T	E	L
N	H	B	A	S	T	I	O	N	R	S	E	E	N	N
O	E	C	T	U	T	E	E	L	O	B	A	R	A	P
C	A	R	A	C	T	E	R	E	E	T	I	B	R	O
U	E	E	N	O	H	P	Y	T	P	R	R	R	A	A
A	L	J	E	C	A	M	I	L	L	U	C	I	D	E
F	D	E	H	C	A	P	A	L	T	E	H	T	Y	M
A	R	E	L	C	Y	C	E	R	I	N	G	A	R	D

ADJECTIF	FAUCON
ANXIETE	FLEAU
APACHE	GEYSER
BASTION	GIBIER
BICHE	INJURE
BOURSE	LIMACE
BOYAU	LIMPIDE
CANDIDE	LUCIDE
CARACTERE	MENAGE
CHIEPI	MYTHE
COHORTE	NACRE
CONSUL	OCTAVE
EMPAN	ORBITE
EPOQUE	PANACHE

PARABOLE
PELTON
REBOND
RECYCLER
RINGARD
ROSTRE
SABRE
SALSA
SIPHONNER
STUDIO
SYMBOLE
TURBAN
TYPHON
ULTIME

		5	7		6	4		
	1	4	8				7	
6				4			3	9
8				7			1	4
		9	1		5	6		
7	6			2				3
5	8			9				1
	2				1	7	6	
		7	2		8	3		

1	8				7			
9				3				
	7				6	4		
	6			1				2
7		1		6		9		5
5				4			7	
		7	4				2	
				8				4
			2				3	1

APPEL À PARTICIPATION

Appel à participation : des artistes invités à se former en musiques folkloriques

Les ateliers de formation en musiques folkloriques, destinés aux artistes musiciens et aux instrumentistes, se dérouleront du 2 au 19 février 2023 à Brazzaville, notamment au Centre worship center, au Centre culturel Zola et à l’Institut français du Congo (IFC). Les femmes sont beaucoup plus sollicitées.

Les ateliers se tiendront au même moment avec la première édition du festival international de musique Zaba 100% gospel folklorique. Pour y participer, les candidats doivent obéir aux critères suivants : avoir au moins trois ans dans la musique, avoir la passion pour la musique, être un chanteur, une chanteuse ou instrumentiste, être âgé de 10 à 30 ans. Les éléments à fournir : un dossier artistique ou de presse et une fiche technique. Les dossiers sont à envoyer jusqu’au 20 décembre à l’adresse suivante : zabafestival@gmail.com

« Les folkloriques qui seront appris sont purement de la République du Congo, c’est dans le seul but de revaloriser notre culture »

Les femmes incarcérées à la maison d’arrêt de Brazzaville seront également formées, question de les accompagner psychologiquement et leur redonner espoir et sourire. Ces ateliers porteront sur la danse et les instruments folkloriques, le dossier artistique, la gestion financière, la musique folklorique sur partition, les ateliers de gestion financière, la gestion de carrière, la danse et les instruments locaux, la technique vocale, l’accompagnement psychologique. Une restitution aura lieu le 18 février et les attestations se-

ront remises aux apprenants et apprenantes. Les ateliers auront pour thème « Dieu dans ma culture ». « Les folkloriques qui seront appris sont purement de la République du Congo, c’est dans le seul but de revaloriser notre culture », a signifié Maman Credo, l’initiatrice de Zaba. La formation a pour objectifs spécifiques de revaloriser les richesses linguistiques, folkloriques, les danses, les instruments traditionnels du Congo et d’Afrique, de rendre les femmes autonomes, de redonner vie à la musique féminine. La formation sera divisée en deux parties, notamment théorique et pratique. Elle sera organisée en collabora-



La couverture de l’ouvrage «Economie du management des administrations fiscales»

tion avec l’IFC, l’ambassade de France, l’Union européenne, le ministère de la Promotion de

la femme et de l’Intégration de la femme au développement.

Rosalie Bindika

FESTIVAL MANTSINA SUR SCÈNE

La 19^e édition pointe à l’horizon

Ça y est, nous sommes en décembre ! Et qui dit décembre à Brazzaville, les culturels congolais le savent si bien, dit aussi mois de la tenue de certains festivals majeurs, à l’instar de la Rencontre internationale de théâtre de Brazzaville « Mantsina sur scène » qui s’étendra du 13 au 22 décembre à l’Institut français du Congo (IFC).

C’est sur le thème « Aller au-delà » que la 19^e édition du festival Mantsina sur scène déploiera ses ailes pour offrir au public brazzavillois des instants de partage et de découvertes émouvants, en compagnie d’une panoplie d’artistes venant, entre autres, du Cameroun, de la France, de la Guyane, de la République démocratique du Congo, de la Suisse et du Congo. Plusieurs activités sont au programme : des spectacles, des conférences, des lectures, des rencontres avec le public, des ateliers.

En termes de spectacles, l’ouverture du festival vibrera au rythme de la création « L’ordre et le sergent » de Carlos Fuentes, mise en scène par Alphonse Mafoua et jouée sur les planches par la compagnie Théâtre négropolicongo des trois francs. La deuxième journée, quant à elle, sera rehaussée par la pièce « Zérocrate » de Nzey Van Musala avec la compagnie Mbongui théâtre, sous une mise en scène



L’affiche du festival/DR

de Jean-Louis Wakabaka. S’en suivront, dans la suite du festival, d’autres pièces à découvrir comme « Entre deux souffles, le silence » de Pierrette Mondako avec la compagnie Emeraude ; « Comme l’oiseau » de Bérekia

Yergeau avec la compagnie Otep de Guyane ; « L’ombre de mon propre vampire » d’Eric Delphin du Cameroun. En parallèle des spectacles, lors de cette 19^e édition de Mantsina sur scène, il est également pré-

vu des conférences : le théâtre congolais, animé par le sociologue, metteur en scène et romancier Matondo Kubu Turé ; slam et tradition, avec le Pr Auguste Miabéto Ladi, etc. Aussi la pièce de théâtre « En attendant l’âge de Christ » d’Aymerryk’s Ilimbou fera-t-il l’objet d’une lecture par la compagnie Yal’art, le 17 décembre, à l’IFC. Comme le soulignent les organisateurs, toutes les activités du festival Mantsina sur scène sont ouvertes gratuitement au public. Un atelier au profit des artistes nationaux En marge de cette 19^e édition du festival Mantsina sur scène, l’association Noé culture, organisatrice de l’événement, prévoit un atelier d’écriture, de poésie et de slam au profit des rappeurs, slameurs, poètes, auteurs, dramaturges et comédiens. La participation sera libre et les inscriptions se font à l’accueil de l’IFC jusqu’au 10 décembre. Animé par l’artiste français

Etienne Russias, cet atelier vise à perfectionner le rapport des artistes au texte et à la scène. A partir de jeux d’écriture, nombreux et variés, de travaux sur des textes classiques et amateurs issus de l’ensemble de l’air francophone, les participants seront emmenés à se lancer dans une quête de formes diverses et à construire tout au long de cet atelier un dispositif de diffusion commun de leurs textes et des suspenses nécessaires à leurs déclamations. Au terme de cet atelier, les artistes restitueront leur apprentissage par une performance unique, le 16 décembre. Notons que cette année, le festival Mantsina sur scène est organisé en partenariat avec l’IFC, le ministère de l’Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, la mairie de Brazzaville, l’espace Tabawa, la Gare aux pieds-nus, les Ateliers Sahm, les Courageux et l’espace Noura.

Merveille Atipo